

• (1750)

Les partis d'opposition ont été avisés de ces débats et de ces déclarations, et ont donc pu répliquer. Des déclarations sur la politique du gouvernement ont été faites à maintes reprises à la Chambre.

En fait, le contraste est frappant entre la pratique qui a cours depuis 1984 et celle d'avant, où il n'y avait presque jamais de débats à la Chambre sur les affaires étrangères. Depuis 1984, les occasions ont été nombreuses à ce chapitre. Qu'est-il arrivé au député qui vient de parler si passionnément et qui, du temps où son parti était au pouvoir, n'avait pas l'occasion de participer à des débats comme celui-ci? Il n'exigeait pas alors la tenue de débats parlementaires sur ces questions. Il soutient maintenant qu'il aurait fallu rappeler le Parlement pour cet important débat.

M. Flis: Monsieur le Président, il est clair qu'après neuf ans dans l'opposition et maintenant pas mal d'années sur l'arrière-ban, les capacités intellectuelles du député se détériorent.

Il ne se souvient pas de ce qui s'est passé. Je ne peux rien dire de ce qui s'est passé sous Don Jamieson, mais je peux parler de la période 1980-1984, car j'étais à la Chambre. J'ai aussi siégé un an ou 9 mois, avant cela, lorsque les conservateurs étaient au pouvoir sous la direction de l'actuel secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

J'ai appris pendant ces neuf mois que ce gouvernement-là ne savait même pas compter, puisqu'il a été défait à la Chambre. Je peux dire que de 1980 à 1984—période où j'ai parcouru le monde avec des délégations de l'OTAN et d'autres choses—le Canada jouissait du plus grand respect, en raison de la position très claire du premier ministre, Pierre Elliott Trudeau. Nous étions respectés.

Les parlementaires étrangers nous disaient des choses comme: «Vous avez de la chance d'avoir un chef aussi clairvoyant.» Voilà ce que nous avons perdu. Le Canada a perdu une identité que le monde entier respectait. Qu'avons-nous maintenant? «Oui, monsieur le président, jusqu'où?» Voilà ce que nous avons.

Tout cela dans les deux dernières années que je viens de passer ici, je me demande bien où nous en serons dans deux autres années. Je souhaiterais des élections demain. Laissons les Canadiens s'exprimer. Laissons-les évaluer leur politique étrangère et combien elle s'est détériorée. Si le gouvernement vendait le Canada, nous en tirerions

Initiatives ministérielles

peut-être quelque chose, mais il ne le vend pas, il le donne. Il donne tout pour rien.

M. Bill Attewell (Markham—Whitchurch—Stouffville): Monsieur le Président, je veux poser une question au député, et je veux lier cette question aux remarques faites par le député de Dartmouth.

On semble vouloir sans cesse remettre en question les décisions du gouvernement concernant la mobilisation de nos forces, leur déploiement et ainsi de suite. J'ai parlé de ma conversation avec Janet van Rostrand au sujet de son fils John, qui est lieutenant sur l'*Athabaska*. Il est actuellement à 200 milles seulement du Koweït.

Je n'ai pas trouvé que Janet nourrissait un sentiment d'amertume envers le gouvernement, qu'elle était frustrée qu'il n'y ait pas eu de débat national. Pas du tout. Elle était simplement fière de John. Elle est allée dans une autre pièce chercher des coupures de journaux et de revues dans lesquelles il était question de l'*Athabaska*. Elle n'a exprimé aucune frustration à cet égard.

Je suis certain que les hommes et les femmes qui s'enrôlent dans l'armée souhaitent ne jamais aller à la guerre ou ne jamais faire partie d'une mission de paix comportant des risques, mais, en même temps, quand ils signent leur engagement, ils savent parfaitement bien que cela peut se produire.

Je considère la question d'un point de vue qui diffère de celui de nos collègues. Le député essaie-t-il de nous dire qu'il a reçu des milliers de lettres qui critiquaient la façon d'agir du gouvernement dans cette affaire? À mon avis, nous devrions donner une saveur moins politique à cette affaire. Si nous avions eu un débat à ce moment-là, c'est-à-dire vers la fin d'août, de quoi auriez-vous pu discuter alors, d'un point de vue politique? Du fait que les navires n'étaient pas prêts ou qu'ils ne pourraient se rendre dans le Golfe? Ce problème est réglé. Nos soldats sont dans le Golfe et, comme l'a dit le lieutenant John, ils se comportent très bien. Avez-vous préparé votre raz-de-marée de réponses et nous induisez-vous en erreur. . .

Le président suppléant (M. Paproski): Le député de Parkdale—High Park a la parole.

M. Flis: Monsieur le Président, le député de Markham—Whitchurch—Stouffville ferait mieux de cesser de donner des noms fictifs à sa femme et d'écouter tout ce qu'elle lui dit. S'il s'était promené, ne serait-ce qu'une heure ou deux, dans la principale rue de sa circonscription, comme je l'ai fait dans Parkdale—High Park, dans les rues Bloor et Roncesvalles, que vous connaissez très bien, monsieur le Président, des Canadiens lui auraient exprimé leur dégoût. . .